Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !



n° 68
p.a.f. 0,60 € - février 2017

Périodique du groupe Lutte Ouvrière - Arbeidersstrijd (communiste trotskiste)

Enrichissement personnel au détriment de la collectivité : c'est la nature du capitalisme

Dans ce numéro:

Trump : charlatan du protectionnisme

Royal Boch : les travailleurs condamnés à payer pour le patron !

BPost : et si on délocalisait la grève ?

Ores: beaucoup d'amis à caser

De Stem van de Arbeiders is ook in het Nederlands verkrijgbaar

Tintin anticommuniste comme au premier jour

Sous le prétexte d'avoir fait coloriser cette bande-dessinée datée de 1930, intitulée « Tintin au pays des soviets », un éditeur la réédite, à grand renfort de publicité dont l'arrivée de Tintin en ancêtre sur la Grand-Place.

Cet ouvrage est foncièrement anticommuniste et grossièrement mensonger. En cela il est représentatif de la haine que la révolution ouvrière de 1917, en Russie, a inspirée, et inspire toujours, à la bourgeoisie et à nombre de ces porte-plumes.

Cent ans après, la caricature se vend toujours bien.



La première révolution ouvrière a fait peur à la bourgeoisie.

Visite royale

Le roi Philippe et la reine Mathilde ont visité un centre d'accueil pour sans-abris à Bruxelles. Il s'agit d'un centre où 48 sans-abri peuvent passer la nuit et recevoir un repas préparé par des bénévoles. La journée, ils doivent retourner dehors !

Les associations d'aide aux sans-abris dénoncent régulièrement le manque de moyen et le manque de structures d'accueil pour les sans-abris et les drames auxquels cela conduit particulièrement en hiver.

Et si c'était le palais qui invitait les sans-abris ?

De l'argent, il y en a…

Les 8 hommes les plus riches du monde possèdent autant que la moitié de la population mondiale. C'est ce que révèle le dernier rapport d'Oxfam.

Et en Belgique, les 10% de Belges les plus riches possèdent près de la moitié des richesses du pays.

Les inégalités continuent de se creuser… jusqu'à ce que la classe ouvrière relève la tête et exproprie cette minorité de nantis !

Expulseurs de première classe

Un audit sur les pratiques de certains policiers en charge des expulsions des réfugiés vient d'être rendu public dans la presse. Ces « escorteurs » profiteraient des voyages de retour des réfugiés pour s'octroyer toute une série d'avantages comme des billets d'avion en business class, des hôtels de luxes, le recours à des prostituées.

Y a pas à dire, les rapatriements, ça coûte cher ! Encore une raison pour ouvrir les frontières !

Qui sommes-nous ?

Le capitalisme montre tous les jours qu'il n'est pas seulement un système injuste et violent, mais qu'il est une sérieuse menace pour l'humanité : il cause les crises, les guerres, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels. Ces grands problèmes ne peuvent être résolus sans mettre fin à l'anarchie de la société capitaliste actuelle, qui est divisée en classes sociales et repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Lutte Ouvrière organise des hommes et des femmes qui sont convaincus que le communisme est le seul avenir pour l'humanité.

Nous sommes convaincus que les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine, car ils constituent la majorité de la population et font fonctionner toute la société. Et ils n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société.

Nous sommes convaincus que les travailleurs ont les moyens de remplacer l'État de la bourgeoisie et de soumettre les grandes entreprises et les banques ainsi que tout le fonctionnement de l'économie et de la politique à leur contrôle collectif et démocratique. C'est la condition pour que la majorité de la population puisse effectivement exercer le pouvoir et organiser la société dans l'intérêt de tous.

De plus, nous défendons l'idée que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être libre. Nous nous revendiquons du manifeste communiste de Karl Marx et Friedrich Engels qui finit par l'appel : Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

Lutte Ouvrière – Arbeidersstrijd fait partie de l'Union communiste internationaliste (trotskiste) dont la section la plus connue est Lutte Ouvrière en France, le parti d'Arlette Laguiller et Nathalie Arthaud.

Nous nous revendiquons de Trotski, le révolutionnaire russe et compagnon de Lénine, qui a été assassiné pour n'avoir jamais plié et avoir défendu jusqu'au bout les idées communistes contre le stalinisme.

Pour nous contacter:

Ecrire à **BP 62 5100 Jambes**, sans autre mention

à **contact@lutte-ouvriere.be**,

ou par téléphone au **0479-44.81.52**.

éditeur responsable: P. Lambert, même adresse

Site internet :

http://www.lutte-ouvriere.be

Abonnements:

Normal: 8,50 € pour 10 numéros (1 an)
Avec soutien: 15 € pour 10 numéros (1 an)

Vous pouvez vous abonner à La Voix des Travailleurs :
Par virement au numéro de compte
IBAN : BE16 0004 2035 6974 ; BIC : BPOT BEB1
avec la mention : abonnement VdT
(N'oubliez pas de nous envoyer un mail avec vos coordonnées à contact@lutte-ouvriere.be)

Ou par envoi de vos coordonnées et du prix de l'abonnement à la boîte postale BP 62 5100 Jambes.

Derrière les scandales : le capitalisme

Des mandataires publics wallons démissionnent les uns après les autres suite au scandale Publifin qui dévoile tous les jours de nouveaux aspects scandaleux. Et les dirigeants de gouvernements et de partis de pousser des cris d'indignation avec le brio digne de grands acteurs de cinéma… au fur et à mesure qu'il leur devient impossible de cacher les pratiques douteuses qu'ils ont toléré pendant des années.

Que des mandataires publics soient payés des milliers ou des dizaines de milliers d'euros à ne rien faire, c'est choquant en effet. Choquant surtout parce que ces mêmes partis politiques organisent l'austérité pour la population laborieuse. Pour créer cette pléthore de mandats rémunérés chez Publifin, ils n'ont visiblement pas appliqué le même souci d'économie que lorsqu'il s'agit de faire des économies au détriment des besoins de la population. Ils se servent dans les caisses publiques alors qu'ils suppriment l'allocation de chômage à des femmes avec enfants. Et pour ce qui est de la charge de travail de ces « administrateurs », la barre n'était visiblement pas placée à la même hauteur que pour les travailleurs à qui ils imposent toujours plus de productivité, dans le privé comme dans le public.

Alors les Di Rupo et les Magnette du PS, les Lutgen du CDH, tentent de limiter la casse pour leur image en jurant que les choses vont changer, qu'on prendra des mesures énergiques, voire « révolutionnaires »…

A défaut de convaincre, ils noient le poisson. Car sur le fond de l'affaire ils n'ont rien à redire. Cela ne les dérange pas de transformer une intercommunale en holding financier qui tire ses profits des prix élevés de l'énergie imposés à la population et de l'exploitation de ses travailleurs.

Di Rupo lui-même doit sa carrière politique aux privatisations de la Sabena, de la CGER devenue Fortis, des PTT devenus BPost et Proximus. La différence serait que ces privatisations-là se seraient passées dans les règles. Mais les actionnaires privés ont pu s'enrichir en pillant les biens publics non pas à hauteur de quelques dizaines de milliers d'euros, mais à hauteur de milliards. Et c'est tout aussi opaque.

Combien de milliards d'euros se sont évaporés avec la faillite de Fortis ou de la Sabena ? On ne le sait pas, car les entreprises sont protégées par le secret des affaires. Les électeurs, les travailleurs, la majorité de la population, ne sont pas censés savoir ce qui s'y passe, où vont les richesses que les travailleurs ont créées.

Voilà ce qu'est la « règle » dans cette société : une poignée de riches s'enrichit sur le dos de la majorité et jouit pour ce faire d'un droit au secret de ses affaires garanti par la loi.

Une règle respectée religieusement par tous les partis qui se relaient aux gouvernements. Car aucun n'a d'autre horizon que celui de la société capitaliste… et éventuellement des avantages qu'il peut en tirer. En servant cet ordre social injuste les politiciens soutiennent et protègent la grande bourgeoisie. Pourquoi se priveraient-ils de mentir à la population pour s'enrichir eux-mêmes alors que les capitalistes s'enrichissent à bien plus forte mesure? Ces laquais des patrons se rémunèrent avec les pourboires que les capitalistes veulent bien leur laisser prendre.

De telles pratiques choquent plus de la part du PS qui se prétend le représentant des travailleurs et des « petites gens ». Mais le PS n'en a pas le monopole, comme le montre l'affaire de Fillon, le candidat de la droite française aux élections présidentielles, qui aurait pourvu son épouse d'un emploi fictif rémunéré de plusieurs milliers d'euros mensuels.

Et si le MR, actuellement dans l'opposition en Wallonie, crie très fort contre les mandataires PS, il pense peut-être que le vacarme fera oublier que ses propres membres éminents ont rédigé des lois sur mesure pour un trafiquant d'armes milliardaire du Kazakhstan, en échange de services rendus pour des ventes d'armes françaises et des opportunités très alléchantes pour Tractebel lors de la vague des privatisations dans l'industrie de ce pays.

Alors non, tant que la classe capitaliste règne en maître sur la société, les affaires de détournement de fonds ne sont pas finies. Une minorité de riches qui s'enrichit démesurément par l'exploitation de la majorité a besoin de secret, besoin de mensonges. Elle a besoin de politiciens malhonnêtes et pas embarrassés de scrupules pour faire payer la population.

Alors nous faire croire qu'il suffit de changer les politiciens corrompus par d'autres politiciens, c'est nous faire prendre des vessies pour des lanternes. Pour un fonctionnement honnête des affaires publiques, il faut changer les règles de la société. Et pour ça, la première chose serait de lever le secret des affaires et d'obliger les patrons à rendre des comptes !

Royal Boch : Des travailleurs condamnés à payer pour le patron !

9 anciens travailleurs de la faïencerie Royal Boch à La Louvière viennent d'être condamnés par le tribunal du travail de Mons à rembourser à l'ONEM des indemnités perçues pour des montants allant de 4000 à 7000 euros.

En février 2009, Royal Boch avait été déclarée en faillite. Un repreneur s'était alors fait connaitre : Patrick De Maeyer. Pendant les négociations de la reprise, les travailleurs avaient perçu des indemnités provisoires de l'ONEM. Si De Maeyer reprenait l'usine, il devait verser des indemnités de rupture à tous les travailleurs et ensuite l'ONEM devait récupérer les indemnités versées.

Mais De Maeyer posa une condition à la reprise: que les travailleurs repris laissent à l'entreprise leur prime de licenciement, afin d'en faciliter la relance disait-il.

Certaines ouvrières n'étaient pas d'accord, ne voulant pas payer pour travailler. Mais sous la pression du repreneur, et aussi des permanents syndicaux de l'époque, tout le monde finit par signer le renoncement à leurs indemnités de rupture.

"J'étais toute seule dans un bureau, avec le patron, son conseiller, une avocate, les permanents...Tout le monde avait déjà signé et si je ne signais pas, j'étais au chômage", raconte une ouvrière. Elle signe alors comme tout le monde. Les travailleurs sont réembauchés en juillet 2009.

Et ce que les travailleurs craignaient arriva : l'ONEM demanda le remboursement des indemnités versées. Mais entretemps, la faïencerie avait refait faillite, liquidée pour de bon en avril 2011, et le fonds social que devait créer De Maeyer pour rembourser l'ONEM n'avait jamais vu le jour.

S'en suit alors un long combat juridique pour faire reconnaitre la responsabilité de De Maeyer. En 2015, un premier jugement reconnaît la responsabilité individuelle de Patrick de Maeyer et lui ordonne de rembourser les indemnités. Mais Patrick de Maeyer est allé en appel et cette fois-ci il a obtenu ce qu'il voulait : la Cour du travail de Mons a rendu son arrêt le 12 janvier : oui, l'ONEM doit être remboursée, mais ce n'est pas lui qui doit payer, ce sont les travailleurs.

Les anciens travailleurs de Boch continuent leur combat en justice pour ne pas devoir rembourser ces indemnités. Ils méritent le soutien de tous les travailleurs. Mais où sont aujourd'hui les permanents syndicaux qui leur ont conseillé de faire confiance au patron, à l'ONEM et à la Justice ?



Les casseurs, c'est les patrons...

Rester debout

1,1% d'augmentation en plus de l'indexation, c'est l'augmentation maximum des salaires dans les deux années prévue par l'accord interprofessionnel que les dirigeants syndicaux ont accepté. Autant dire rien, vu que rien n'empêche les entreprises de ne même pas octroyer cette augmentation, voire de diminuer les salaires.

« On a été chercher le maximum », a dit Tamellini qui remplace temporairement Goblet à la tête de la FGTB. Oui, zéro, c'est le maximum qu'on peut obtenir en s'asseyant avec les patrons, sans le rapport de force que peuvent créer les luttes collectives, déterminées et conscientes des travailleurs. Alors, autant rester debout !

Salaire en nature ?

BNP Paribas veut plafonner les salaires à 4700 euros brut. Ceux qui gagneraient plus, seraient payés en « points » échangeables en titres financiers à revendre, une voiture, des congés ou d'autres choses.

La banque veut convaincre les employés et cadres concernés par le fait qu'ils payeraient moins d'impôts, mais le but affiché de la banque en revenant ainsi à un genre de salaire en nature, est de faire l'économie des cotisations sociales.

Certes, cette mesure ne concernerait pour l'instant que la fraction supérieure des salaires, mais cela réduirait le niveau des caisses de la Sécurité sociale pour tous. Et ce serait un précédent que les patrons s'empresseraient de généraliser.

Kris Peeters appelait à la créativité dans les relations du travail. En voilà un exemple de créativité patronale. Elle ne connaît pas de limites quand il s'agit de baisser les cotisations et donc les revenus indirects, pour les travailleurs et les pensionnés.

BPost : délocalisation de l'informatique en Inde

Bpost a annoncé la délocalisation d'une partie de ses services informatiques en Inde. 200 informaticiens consultants vont donc perdre leur travail dès le mois prochain.

Pour justifier sa décision, BPost invoque la « difficulté à trouver des collaborateurs qualifiés en Belgique » ! Quelle hypocrisie ! C'est bien sûr pour faire l'économie des salaires en exploitant des informaticiens d'un pays pauvre.

Mais l'Inde est aussi le pays où une grève générale en septembre dernier a mobilisé 180 millions de travailleurs, la plus grande grève de l'histoire. Que de telles grèves se développent, c'est ce qu'on souhaite aux actionnaires de BPost et à tous les autres !

Les suppressions d'emplois, c'est chez Cora

La direction du groupe Cora Belgique a annoncé un nouveau plan de 120 suppressions d'emplois. La direction indique aussi vouloir remplacer un maximum d'intérimaires par des étudiants, tout en exigeant des travailleurs plus de flexibilité et de polyvalence, notamment par l'augmentation des prestations des dimanches de 2 à 6 par an.

Cette restructuration, qui se traduirait par une réduction de près de 20 travailleurs par magasin, s'ajoute aux effets du « Plan Avenir », en 2014, où 450 travailleurs avaient été poussés vers la prépension.

Les actionnaires n'en ont jamais assez.

Etudiant = chair à patron ?

A partir de 2017, les étudiants pourront travailler 475 heures par an au lieu de 400 heures. Et le plafond applicable qui permet aux patrons de ne payer qu'une cotisation sociale minime, ne sera plus calculé en jours, mais en heures, pour permettre encore plus de flexibilité au service des employeurs, même si ça perturbe plus les études.

De plus en plus d'étudiants sont obligés de travailler pour financer leurs études qui deviennent de plus en plus chères. Les patrons gagnent sur tous les plans et s'en lèchent les babines.

Audi / VW

Une année gagnante, mais pour qui ?

Aussi bien Audi que tout le groupe VW affichent à nouveau des ventes record en 2016. Le groupe a vendu 10,3 millions de voitures dans le monde, 3,8% de plus que l'année passée et plus même que Toyota. Les communiqués de presse rivalisent de déclarations de satisfaction. Mais aucune dans laquelle il serait question de revenir sur la décision de supprimer 5000 emplois et d'augmenter la charge de travail de ceux qui restent.

Ils peuvent payer

VW vient de conclure un compromis avec la justice américaine. Moyennant paiement de 4,1 milliards d'euros, l'entreprise VW ne sera plus poursuivie. Avec les indemnisations de clients auxquelles VW a consenties, le coût du scandale des moteurs diesel est estimé par le groupe à 20 milliards d'euros. Une somme astronomique, mais qui pourrait être couverte par le profit net record de la seule année 2012 qui s'élevait à 21,9 milliards d'euros. Les actionnaires ont empoché les profits, à eux de débourser les amendes !

Alors, on pourra respirer

Si le groupe VW n'est plus poursuivi aux Etats-Unis, cela ne vaut pas pour ses managers, tenus responsables individuellement. Ainsi, Oliver Schmidt, l'ancien responsable de la communication avec les autorités américaines vient de se faire arrêter, alors qu'il était en vacances en Floride. Il avait continué à mentir alors que les autorités enquêtaient déjà sur les mesures truquées des émissions des voitures Diesel.

Aux Etats-Unis, où un milliardaire fraudeur-menteur vient de monter sur le fauteuil de président et promet d'ailleurs un allègement de la régulation anti-pollution au bénéfice de l'industrie automobile, cette arrestation vise plus un concurrent des constructeurs automobiles américains qu'un criminel qui fait passer les profits avant la santé publique mondiale. Et les hauts dirigeants de VW n'ont rien d'autre à craindre que de devoir renoncer temporairement à leurs voyages aux Etats-Unis, sachant très bien que la justice allemande et européenne ne leur fera aucun mal. Quant aux actionnaires et principaux bénéficiaires de la fraude, les familles Piëch et Porsche, aucun juge, même aux Etats-Unis, ne songerait à les accuser.

Ainsi va le monde, jusqu'à ce que les travailleurs remplacent l'injustice bourgeoise par la justice ouvrière internationale et demandent des comptes à tous les capitalistes !



Les intermédiaires s'enrichissent

Les prix des légumes flambent. Les tomates sont 83% plus chères, le prix des courgettes a quasiment quintuplé. La cause serait les quelques jours de froid. Pourtant, la salade de blé, légume d'hiver par excellence, a augmenté de 815%. Et les tomates viennent de serres chauffées.

Le froid a bon dos, car entre les producteurs souvent sous-payés et les prix de ventes surévalués, les centrales d'achat des supermarchés ont permis aux actionnaires de réaliser de gros profits. Il est clair, qu'il faudra des vitamines pour nos salaires!

La taxe qui n'a pas fait un tabac

La hausse des accises sur le tabac devait rapporter 199 millions d'euros au budget du gouvernement en 2016, elle n'a rapporté finalement que 48 millions d'euros, notamment à cause d'une baisse de la consommation.

Du coup, le ministre des finances, Johan Van Overtveldt, s'est improvisé ministre de la santé… des actionnaires des cigarettiers et des finances de l'Etat et a proposé une diminution des accises pour stimuler la consommation.



Un sacré coup pour le mensonge gouvernemental bien établi que les accises sur le tabac sont là pour protéger la santé des fumeurs et accessoirement seulement pour remplir les caisses de l'Etat.

Une logique inhumaine

Depuis la réforme de la Sécurité sociale par Maggie de Block, beaucoup de soins et de médicaments ne sont plus remboursés.

Parmi les personnes touchées : 300.000 fibromyalgiques (qui souffrent d'une inflammation chronique des muscles et tendons) qui sont traités par kinésithérapie.

Depuis janvier elles n'ont plus droit qu'à 18 séances par an. Très loin des 50 ou 100 séances nécessaires pour pouvoir continuer à travailler ou simplement être autonome.

La ministre compte de la sorte économiser 4 millions €. C'est le prix pour détruire la vie de 300.000 personnes!

Dans le monde

Les actionnaires votent Trump

La bourse de New York a battu un nouveau record après l'investiture de Trump. C'est que les promesses de baisse d'impôt sont prises très au sérieux!

Dans sa propagande protectionniste, Trump promettait de détaxer les bénéfices réalisés à l'étranger pour encourager les multinationales américaines à rapatrier cet argent grâce auquel il créerait des millions d'emplois.

Mais l'envolée des cours de la bourse montre que les actionnaires savent déjà que ce magot va surtout finir dans leurs poches plutôt que dans celle de nouveaux salariés.

Un placement en or

La cérémonie d'investiture de Trump aurait coûté entre 175 et 200 millions de dollars, dont 90 financés par des donations. Ainsi Boeing aurait donné 1 million, Chevron, 500 000 dollars.

Cela n'est pas une exclusivité des Républicains. La deuxième élection d'Obama en 2012 avait coûté 180 millions, là-aussi en partie financée par des dons d'entreprises et des dons individuels.

Pour ces entreprises, ces sommes dont le montant n'est pas négligeable, ne sont pas perdues. En bon capitaliste, elles en attendent un retour sur investissement. Et elles ont de bonnes raisons d'y croire.

Le mur de la xénophobie

Mercredi 25 janvier, Trump a signé le décret lançant le projet de construction d'un mur frontalier entre les Etats-Unis et le Mexique censé empêcher l'entrée de migrants. Pas davantage que celle qui existe déjà sur plus d'un millier de kilomètres, cette clôture ne dissuadera les femmes et les hommes fuyant la pauvreté de venir chercher un travail aux États-Unis.

Par contre, cette construction a un coût estimé à plus de 20 milliards de dollars. Trump se vante d'être capable de la faire financer par le Mexique mais, en attendant, ce sont les contribuables américains qui paieront.

Trump n'a absolument pas les moyens de mettre fin à l'immigration. Et malgré ses dires et sa démagogie, comme les patrons tirent un grand profit d'une main d'œuvre sous-payée, l'immigration continuera… mais les immigrés seront encore plus mal traités.



Le mur de Trump n'arrêtera pas ceux qui fuient la misère.

Trump, un charlatan du protectionnisme

Dans sa première conférence de presse en tant que président des Etats-Unis, Trump a annoncé qu'il sera le « plus grand créateur d'emplois que Dieu ait créé ». Et il semble en faire la démonstration en amenant Ford à renoncer à la construction d'une usine au Mexique et à faire la promesse d'investir dans le Michigan.

En réalité, Ford avait pris sa décision avant les élections, estimant simplement que cette usine au Mexique ne rapporterait finalement pas assez. Et rien ne dit que Ford créera des emplois aux États-Unis : ces dernières années, les constructeurs ont augmenté leur production sans embaucher, mais en faisant trimer plus les travailleurs, pour des salaires plus bas.

Trump est un charlatan. Et ce n'est nullement Ford qui cède à Trump, mais Trump qui déroule le tapis rouge devant les grandes firmes capitalistes. Car il a surtout annoncé qu'il réduira le taux d'impôt des sociétés de 35 % à 15 %. Autrement dit, il s'apprête à faire des Etats-Unis un paradis fiscal.

La baisse de l'impôt des sociétés sera compensée par une hausse de la fiscalité pour les travailleurs, ou alors l'État taillera dans les programmes de santé, d'aide sociale ou d'équipements utiles à la population ! Trump promet aussi d'alléger les contraintes en matière de pollution, ce qui permettrait aux firmes automobiles d'économiser des milliards et aurait des conséquences néfastes sur la santé publique.

Quant à sa menace de taxer les produits fabriqués à l'étranger, si elle est exécutée, elle ferait surtout que les travailleurs américains payeraient beaucoup plus cher bon nombre de produits, alors que leurs salaires n'auraient pas augmenté.

Cette politique dite« protectionniste » nous est vendue comme une protection des travailleurs, alors que seuls les profits sont protégés. Chaque période de crise voit resurgir ce type de boniment.

En France, les déclarations de Trump sur Ford ont suscité l'admiration chez Le Pen qui a salué Trump pour « la démonstration qu'on peut […] imposer dans l'intérêt du peuple américain la relocalisation d'activités industrielles ». Mais aussi chez Mélenchon qui a déclaré qu'il se réjouirait « de négocier avec un homme pareil ».

Mais si les Etats-Unis, la France ou l'Allemagne finissaient par faire le choix du protectionnisme, bien d'autres pays, et pas seulement européens, seraient contraints d'y recourir à leur tour, entraînant une hausse des prix pour les consommateurs et le chômage pour des centaines de milliers de salariés qui travaillent à l'exportation. Dans les années 1930, la montée du protectionnisme aggrava la crise. Et la guerre économique prépara la guerre tout court.

Le développement économique du capitalisme a complètement internationalisé la production. Quel est le degré de « belgitude » de l'économie belge ? La Sonaca, à près de 100% dans les mains de la Région wallonne, qui fabrique des pièces pour l'Airbus 320 assemblé en Chine ? Les fameux chocolats belges, extrait des fèves de cacao 100% africaines ? Et comment « acheter français », en acquérant une Toyota Yaris fabriquée dans le Nord de la France ou une Citroën C3 assemblée en Slovaquie ?

En fait, le protectionnisme consiste à protéger les intérêts des capitalistes, et se retourne contre les travailleurs. Sous prétexte de compétitivité accrue, les patrons imposent de nouvelles baisses de salaire, des compressions d'emploi et des augmentations de cadences. Et cela dans tous les pays.

Ce que les travailleurs doivent protéger, c'est leur travail, ce sont leurs salaires et leurs pensions.

Mettre fin au chômage, cela ne peut se faire qu'en répartissant le travail entre tous sans perte de salaire et, bien sûr, en interdisant aux grandes entreprises les plans de suppressions d'emplois et les licenciements.

Pour protéger le niveau de vie, il faut que les salaires augmentent réellement et soient indexés sous le contrôle des travailleurs eux-mêmes, pour que l'indexation corresponde à la hausse réelle des prix.

Et pour empêcher les capitalistes de maquiller leur comptabilité, ce qui leur permet de justifier les licenciements tout en arrosant les actionnaires, il faut que les travailleurs contrôlent les comptes des entreprises. Il faut lever le secret des affaires, le secret commercial et bancaire.

Voilà des exigences pour le monde du travail et que nous devrons défendre nous-mêmes, car aucun démagogue ne le fera à notre place.

Le problème n'est pas la mondialisation, mais le capitalisme ! L'économie ne peut pas revenir en arrière, mais on peut aller de l'avant en abandonnant le capitalisme pour mettre en place une société débarrassée des armées, des guerres, et de la course au profit.

Publifin : les apprentis capitalistes

Tecteo, renommée Publifin en 2013, est née du regroupement des intercommunales de gestion et de distribution de gaz et d'électricité de la Province de Liège (aujourd'hui appelé Resa). Avec l'argent gagné sur les consommateurs de la région liégeoise, Tecteo s'est lancée dans le développement de multiples activités commerciales, à commencer par la fourniture d'accès Internet - téléphonie et télévision pour les particuliers (VOO), de chaine payante (BeTV), de services internet pour les entreprises et les collectivités locales (NeWin), d'un média de presse (l'Avenir),…

Pour échapper aux règles de contrôle édictées par la Région Wallonne, Tecteo s'est lancée dans le développement d'activités dans la Région Bruxelloise (Brutélé) et en Flandre, avec des prises de participation dans les projets de parc éolien en mer du Nord (Electrawinds).

Puis, la société a réorganisé sa structure, devenant Publifin, société de droits et de capitaux publics, propriétaire à 100% de Nethys, société de droit privé et échappant, à ce titre, aux obligations légales de publicité des règles de rémunérations, pour le plus grand profit des dix administrateurs de Nethys, qui se sont partagés en 2014 et 2015 4,4 millions € de tantièmes.

A présent, les responsables politiques font assaut d'hypocrisie et multiplient les manifestations d'indignation. Mais où étaient-ils lorsque Moreau et ses comparses ont décidé de transformer les revenus des factures de gaz en groupe financier ? Qu'ont-ils dit lorsque, en avril 2014, leurs ministres et députés, Jean-Claude Marcourt pour le PS, Maxime Prévôt pour le CDH, Jean-Marc Nollet pour Ecolo, ont déposé une douzaine d'amendements pour éviter que les règles de contrôle décidées par le Parlement wallon sur les entreprises à capitaux publics ne s'appliquent aux Gestionnaires de Réseaux de Distribution (GRD), c'est à dire à Publifin-Nethys ?

Entre VOO

La presse « découvre » comment Publifin (ex-Tecteo) a utilisé la facturation de l'énergie aux habitants des communes liégeoises pour financer le développement des activités de Nethys. D'après les données disponibles, de 2009 à 2013 (et après ?!), ce seraient 218 millions € de bénéfices sur les factures d'électricité de la filiale de Publifin, Resa, qui auraient servis à éponger une partie des dettes de VOO (400 millions € en 2017).

Pour faire passer la pilule auprès des mandataires des communes liégeoises, auxquelles cet argent aurait dû revenir, Stéphane Moreau et d'autres responsables de Nethys, promettaient de beaux dividendes dans le futur… et d'intéressantes rémunérations dans l'immédiat à travers les comités de secteurs de Publifin. Des pratiques sur lesquelles les responsables du PS, mais aussi du CDH, du MR et même d'Ecolo, ont fermé les yeux durant des années.



Psst...

Beaucoup d'amis à caser

Les scandales autour de Publifin ont incité des journalistes à se pencher sur le fonctionnement d'Ores, le Gestionnaire des Réseaux de Distribution (GRD) de gaz et d'électricité pour la Wallonie, à l'exception de la Province de Liège. Cette société est composée d'Ores SCRL (16 administrateurs), Ores Asset (90 administrateurs). A quoi s'ajoutent… les inévitables Comités de secteurs « sans rôle décisionnel » et dont les 67 membres « ne sont pas tous assidus ».

Mais il y a aussi, les 8 intercommunales participantes à Ores et dont les 8 CA, les 8 comités de direction comprennent 8 présidents, 16 vice-présidents et 200 administrateurs.

Cela fait un total de 306 administrateurs rémunérés pour « administrer » le travail et les bénéfices générés par les 2 300 salariés d'Ores.

En novembre dernier, les travailleurs de nombreux dépôts d'Ores avaient participé à des grèves pour protester contre les 57 millions € d'économies imposés et une augmentation de la productivité de 20%. On comprend maintenant qui en a bénéficié.

Ceux qui souffrent du froid… et ceux qui en profitent

Les révélations autour de Publifin et d'Ores sont intervenues alors qu'une vague de froid faisait grelotter de nombreuses familles populaires, incapables de se chauffer correctement en raison du prix de l'énergie. En France, les estimations évaluent à 12 millions le nombre de personnes en précarité énergétique (20% de la population), et la proportion en Belgique est probablement identique. Une majorité de pensionnés, prépensionnés, chômeurs, travailleurs précaires et leurs familles sont démunis face au froid.

Les premiers responsables, et premiers profiteurs de cette situation, sont bien sur les capitalistes actionnaires des grands groupes d'énergie, comme Engie ou EDF. Mais, à ces profits, s'ajoutent les prélèvements des sociétés de distribution (GRD), dont les administrateurs, désignés par les grands partis, et qui ont tellement le nez dans la mangeoire qu'ils ne sont pas près de prendre la défense des pauvres et des travailleurs.